

# SOLIDARITÉ, VIOLENCE ET TERRORISME<sup>1</sup>

À propos de la brochure de Jean Barrot : «Violence et solidarité révolutionnaire. — Les procès des communistes de Barcelone»<sup>2</sup>

À l'heure où la crise sape les fondements du capitalisme et où le prolétariat se prépare à l'affrontement décisif avec le capital mondial, il se trouve encore des «théoriciens» dont ne sait quel «mouvement communiste», mais au fond anarchistes, qui se font les défenseurs subtils, mais bien entendu «critiques», de la propagande par le fait habilement qualifiée pour la circonstance d'action «subversive» de «prolétaires». Ces descendants honteux d'un anarchisme qui n'ose plus dire son nom depuis sa participation au gouvernement républicain qui écrasa les ouvriers espagnols à Barcelone en mai 1937, ne se nomment plus anarchistes mais «communistes de mouvement». Tout comme leurs ancêtres, à l'action mondiale de la classe ils substituent celle de minorités ou d'individus élus.

Jean Barrot est l'un de ces théoriciens de la «subversion». Sortant de l'anonymat de feu le «Mouvement communiste», sous le couvert duquel se manifestait son activité d'auteur «subversif», il vient de publier il y a quelques mois sous son nom propre une brochure intitulée *Violence et solidarité révolutionnaires : le procès des communistes de Barcelone*.

Revenant sur l'attitude du «Mouvement communiste» (M.C.) lors de l'affaire Salvador Puig Antich, cette brochure justifie tout en la critiquant la création d'un «comité de soutien» aux emprisonnés avec des libéraux et des syndicalistes, justice aussi, au nom d'une prétendue «spécificité espagnole» (p. 14), l'action des éléments du M.I.L., et condamne au passage comme sectaire la position prise par R. I. lors de ces événements.

Rappelons brièvement l'affaire. Les membres du M.I.L. (Mouvement ibérique de libération!) sont des militants qui ont rompu avec le gauchisme ou le nationalisme – les deux ne faisant d'ailleurs qu'un. À la faveur des luttes ouvrières de 1970, telle la grève de Harry-Walker à Barcelone, il s'est dégagé au sein des Commissions ouvrières, où militaient les ouvriers combatifs et des étudiants «radicaux», des éléments qui ont fini par remettre en cause les syndicats, même s'ils prennent l'aspect de commissions ouvrières. Influencés, disent-ils, par les textes des gauches communistes italienne et allemande, ils devaient adopter un certain nombre de positions révolutionnaires : définition du capital comme système de travail salarié dominant les cinq continents et donc les pays dits «socialistes»; dénonciation du caractère contre-révolutionnaire des partis staliniens et gauchistes. Mais sortant de la bourgeoisie à travers les organisations national-gauchistes et fortement influencés par toutes les idées du style M.C., condamnant l'organisation des révolutionnaires comme «racket», ils devaient non pas œuvrer à l'organisation de la classe en militant dans ses organes de lutte (comités d'action,

---

<sup>1</sup> *Révolution internationale*, n° 15, mai 1975.

<sup>2</sup> Jean Barrot, *Violence et solidarité révolutionnaire. Les procès des communistes de Barcelone*, Petite bibliothèque bleue, Éditions de l'oubli, Paris, 1974.

comités de grève, etc.), mais aussitôt rejeter toute forme de militantisme comme aliénant ou « racketiste ». La logique de leurs positions devait les amener à s'auto-dissoudre au cours d'un « congrès d'autodissolution » (!) en août 1973, et à se transformer en « groupes autonomes de combat » préconisant « le terrorisme et le sabotage comme des armes actuellement utilisables par tout révolutionnaire ».

En novembre 1973, alors que Puig Antich et ses camarades venaient d'être arrêtés à la suite d'une « expropriation », un « collectif des prisonniers politiques anti-autoritaires » devait définir l'action de ces groupes ou individus :

*« ...Le M.I.L. est une organisation révolutionnaire qui impulse la lutte de classe mettant au service de l'émancipation des travailleurs une série de mesures radicales de combat. Le M.I.L. attaque la propriété privée, expropriant des mains des exploiters le capital accumulé dans les banques (véritable expression symbolique et réelle de la domination capitaliste). Ces fonds 'récupérés' par le M.I.L. des mains des exploiters permettaient le financement d'une agitation armée anticapitaliste et permettaient aussi de doter de moyens de combat radicaux les travailleurs en lutte en appuyant des grèves, réalisant des sabotages, en fournissant des moyens de d'agitation historique, en minant à la racine les bases de la lutte contre la société d'exploitation... » (cf. la brochure des « Éditions Mai 37 »)*

C'est ce que le M.I.L. appelait le « passage à l'histoire » et l'abandon de la « préhistoire de la lutte de classe ». En fait, le M.I.L. abandonnait la lutte de classe et revenait à la préhistoire de la lutte de classe, celle de l'anarchisme, pour finir par avoir une activité de racket, que Puig Antich devait malheureusement payer de sa vie.

En fait, ce qui caractérise tous les groupes venant du gauchisme, c'est un anti-« léninisme » viscéral qui les amène à rejeter toute forme d'activité organisée et bientôt tout militantisme mais croyant rejeter le « léninisme », ils en reprennent en fait l'idée de base : la classe ouvrière n'est pas spontanément révolutionnaire et ne peut être que trade-unioniste; incapable d'acquérir une conscience spontanée de ses intérêts historiques, il faut la médiation du parti pour réaliser le programme communiste.

Le M.I.L., à la différence des « léninistes », substitue à la classe non pas le parti, mais l'action terroriste, se concevant comme une organisation « impulsant la lutte de classe ». Incapable de s'insérer dans le combat du prolétariat contre le capital, il s'attaque non pas à celui-ci mais à ses « représentations symboliques » (les banques).

La condamnation dans le numéro 6 de R.I. de telles conceptions, étrangères aux révolutionnaires, nous a attiré les foudres de Barrot et de son sous-fifre *Le fléau social* (ex-gauchistes du F.H.A.R., Front homosexuel pour une action révolutionnaire). Barrot a voulu voir dans notre critique du M.I.L. et du « Mouvement Communiste » l'expression d'un groupement se livrant à un sectarisme forcené pour faire valoir sa marchandise organisationnelle : « R.I. a vu également dans cette histoire une nouvelle phase dans sa délimitation forcenée par rapport aux groupes voisins supposés concurrents [Groupe de liaison pour l'action des travailleurs (G.L.A.T.), Parti communiste international (P.C.I.), *Invariance*] et maintenant le « M.C. ».

Ainsi au lieu de critiquer sérieusement nos positions, Barrot ne trouve que des raisons d'ordre psychologique : notre égocentrisme, un maladif besoin de sauvegarder notre « boutique ». Regrettant amèrement le fait que « *jamais R.I. ne pourrait collaborer même de loin avec un groupe aux positions divergentes des siennes* », Barrot trouve à cela une lumineuse

explication : R.I. est (suprême injure!) un groupe «politique» et en tant que tel «chaque groupe politique dissimule ses faiblesses en étalant celles (réelles ou inventées) des autres». Pour R.I., selon Barrot, «l'ennemi devient celui qui apparaît le plus proche et en même temps différent». Et Barrot de conclure : «C'est encore être victime du capital que s'attarder sur les faiblesses des autres.»

Cette méchanceté de R.I., vis-à-vis des faibles, est d'ailleurs confirmée par un des autres participants au «Comité Vérité» de Vidal-Naquet : le «Fléau social» qui dans ses explications se montre moins subtil que Barrot. Là aussi, on ne peut que trouver des raisons d'ordre psychologique. Si R.I. n'a pas participé à ce comité, il faut y voir une vengeance contre les militants du M.I.L. :

*«R.I. qui se prend pour la crème (sic) du mouvement communiste a montré dans cette affaire que mis au pied du mur il se dégonflait comme une vieille baudruche qu'il est. Il ne suffit pas d'affirmer des théories, encore faut il un minimum de pratique. Pour ces moralistes jésuites, la pratique du M.I.L. n'est pas correcte : il fallait donc les punir, c'est-à-dire les laisser crever en les dénonçant; on a jamais vu une telle hypocrisie, ces zèbres (sic) vont jusqu'à reprocher aux copains du M.I.L. de n'avoir rompu que très récemment avec le gauchisme.» (Le Fléau social, n° 5-6, 1974).*

Voyant dans notre refus de nous associer au «comité» l'élitisme d'intellectuels sans pratique le «Fléau social» se lance dans une diatribe anti-R.I. dont le ridicule le dispute à l'odieux :

*« À force de se défier de tout opportunisme, on sombre dans l'élitisme et l'inaction totale. Une théorie sans pratique, ça n'est qu'une vue de l'esprit; seulement le garrot lui ça n'est pas une vue de l'esprit; c'est une pratique concrète et à moins d'avoir des âmes tordues de martyrs, le jour où il risque de se serrer autour de vos cous racés d'intellectuels (sic) vous ferez moins la fine bouche, à moins que ce soit vous qui le serriez».*

Une telle unanimité anti-R.I. n'est pas surprenante. Des opportunistes pris en flagrant délit d'opportunisme n'aiment pas qu'on s'attarde sur ce qu'ils appellent pudiquement leurs «faiblesses». Pour «noyer le poisson», ils ont alors recours soit au psychologisme du café du commerce, soit purement et simple ment à l'injure, reprenant les mêmes arguments que les staliniens; le «réalisme» qu'on oppose à la théorie juste bonne pour les intellectuels.

L'objet de cet article est de montrer que ceux qui remplacent l'analyse politique, les principes politiques révolutionnaires de la classe (n'en déplaise aux situationnistes attardés de l'ex-MC qui sont allergiques au mot politique) sont amenés par leur campagne frontiste dite de «solidarité» à se placer sur le terrain de la bourgeoisie. Pire toute apologie, même voilée, du terrorisme ne fait que pousser les éléments les moins clairs du prolétariat vers le massacre. Ainsi, que tout groupe qui aujourd'hui préconise des «comités» en alliance avec les organisations bourgeoises, ou le terrorisme ne font que se rendre complices consciemment ou inconsciemment de la bourgeoisie et contribuent ainsi à serrer le garrot autour du cou du prolétariat.

## **I. – LA QUESTION DE LA SOLIDARITÉ**

Avant de voir comment la «solidarité» n'a servi à Barrot qu'à se livrer à des opérations frontistes, il est nécessaire de rappeler en quoi consiste la solidarité prolétarienne, et quel soutien peuvent apporter les révolutionnaires aux victimes de la répression capitaliste, et dans quelles conditions.

a) *Solidarité prolétarienne et solidarité révolutionnaire*

La solidarité, dans le sens prolétarien, ne peut être que le fait de la classe tout entière tant contre la bourgeoisie, aussi bien dans sa résistance quotidienne au capital que dans la lutte proprement révolutionnaire. Elle n'est pas seulement la réaction de défense de la classe contre la répression qui frappe ses membres, comme cela a souvent été le cas dans l'histoire du mouvement ouvrier. (Cas de la Révolution russe de janvier 1905, après le Dimanche sanglant.) Plus généralement, elle est la manifestation exacerbée de la lutte de classe. Le prolétariat qui passe à l'offensive par la grève, l'insurrection, perd son caractère atomisé pour former un tout homogène : la classe révolutionnaire. La solidarité qui soude les rangs ouvriers et pousse la classe plus en avant dans le processus révolutionnaire est l'expression vivante, concrète du développement de la maturité et de la conscience révolutionnaire en son sein.

Les formes de solidarité n'ont pas toujours été identiques depuis la naissance du mouvement ouvrier. La classe ouvrière s'est affirmée de plus en plus par des luttes de résistance au capital, que ce soit sous la forme de grèves économiques ou sur le terrain de la lutte politique. Contre la bourgeoisie, dès ses origines, le prolétariat constituait des caisses de secours ou d'aide mutuelle. La constitution de ces caisses était toujours liée à la lutte immédiate, apportait l'aide matérielle nécessaire aux ouvriers victimes des lock-out... Avec le développement du mouvement ouvrier organisé dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, elles deviennent permanentes et sont l'expression visible du syndicat qui se charge d'assurer l'aide matérielle et morale aux ouvriers en lutte ou victimes du capital.

La première guerre impérialiste qui marque le passage définitif des syndicats dans le camp du capital, va changer les anciennes formes de solidarité. Au cours des événements révolutionnaires en Europe, ce seront les ouvriers eux-mêmes qui spontanément organiseront des collectes et se chargeront de secourir les victimes de la répression capitaliste. Ainsi en Allemagne en 1920-21. Comme expression de la classe en lutte, les organisations politiques du prolétariat, tels le KAPD et les Unions (AAUD), apportaient tout leur soutien à cette solidarité de classe.

Par contre, c'est en opposition à la solidarité spontanée que l'on vit apparaître des organisations du type «Secours Rouge». La naissance du Secours Rouge en pleine débâcle révolutionnaire, après 1923, fut moins motivée par un réflexe de défense prolétarienne que par le souci de l'URSS passée à la contre-révolution de se gagner des sympathies dans la classe ouvrière par des gestes spectaculaires lors de la répression qui suivit la défaite de la révolution. Alors que les syndicats abandonnaient tout secours aux victimes ouvrières, le Secours Rouge prit la relève en monnayant son aide contre un soutien inconditionnel à la politique stalinienne. Rapidement, il devint un instrument de chantage dont pâtirent particulièrement les ouvriers exilés en désaccord avec la politique des P.C. et qui se trouvaient sans défense contre les mesures d'expulsion.

Le feu «Secours Rouge» que les gauchistes essayèrent de créer il y a quelques années n'avait pas lui la prétention de défendre et soutenir les combattants prolétariens, puisqu'il défendait essentiellement des nationalistes, comme lors du procès de Burgos, ou des terroristes du style guévariste ou maoïste, bref les éléments des diverses fractions «radicales» de la bourgeoisie. Il devait d'ailleurs pousser plus loin encore l'aspect de racket stalinien : à côté du célèbre massacreur de Sétif en mai 1945, Charles Tillon, alors ministre «communiste» de l'Aviation, on voyait s'agiter toutes sortes de groupes gauchistes cherchant à recruter avec du «sang à la une» de leurs journaux.

Tel est le triste bilan des Secours Rouge.

L'apparition au grand jour de tels organismes est autant néfaste qu'inutile pour la classe dans son combat. Alors que la solidarité prolétarienne est organiquement liée à ce combat, est l'expression des masses ouvrières plongées dans le feu de l'action, la prétendue «solidarité» organisée par les secours rouge ou comité de défense de tout acabit est une entrave pour l'organisation et la conscience de la classe ouvrière. Elle laisse croire au prolétaire que sa propre organisation, née de sa lutte, est inutile; que des personnes de «bonne volonté», de bons samaritains, peuvent remplacer cette lutte. Elle est à l'opposé du mot d'ordre révolutionnaire de la Première Internationale : «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*». Ce n'est pas un hasard, si pendant les luttes ouvrières, on voit apparaître aujourd'hui les groupes gauchistes sous la forme de «comités de soutien» ou de «popularisation» des luttes; ils ne font que remplir leur rôle de dévoyeurs et de contre-révolutionnaires opposés à cette auto-émancipation du prolétariat.

En période de recul, profond ou momentané, les dévoyeurs ne peuvent que se transformer en de purs et simples charognards, lorsque des individus ouvriers tombent sous les coups de la répression victimes de leur propre démoralisation.

Dans une telle période, les révolutionnaires ne peuvent que voir leur action limitée comme celle de leur classe. Ni les comités Sacco-Vanzetti, ni les manifestations de centaines de milliers d'ouvriers à travers le monde n'ont pu sauver ces militants anarchistes de la chaise électrique. De même la création d'un comité Van der Lubbe – du nom du jeune prolétaire hollandais, qui démoralisé par le recul profond de sa classe, incendia le Reichstag en février 1933 – fut autant inutile que nuisible : elle ne pouvait que faire croire aux rares éléments ouvriers révolutionnaires de l'époque qu'un quelconque comité pouvait remplacer l'action de leur classe. De tels comités, aussi révolutionnaires soient leurs éléments, ne peuvent que quitter le terrain de la lutte de classe. Leur action ne peut en aucun cas empêcher les décisions prises d'avance par la bourgeoisie : la mort pour Marinus Van der Lubbe, pour terroriser le prolétariat allemand, la mort pour Puig Antich, à la fois pour mettre au pas les tendances démocratiques de la bourgeoisie espagnole et servir de coup de semonce aux ouvriers. Quoi qu'on fasse, les dés sont pipés d'avance. Et donc, le soi-disant réalisme qui consiste à créer ou à participer à des comités de «soutien» ou «vérité» ne peut être qu'un alibi, comme nous le verrons plus bas.

Quelle peut être alors, dans ces conditions, la solidarité des révolutionnaires? Dans quelles conditions peut-elle se manifester?

Le fait d'être en proie à la répression ne peut en aucun cas être une condition suffisante déterminant l'aide matérielle des révolutionnaires. Ce qui est à la base de cette aide ce sont et ce sera toujours des critères politiques et non une morale charitable ou humanitaire qui ferait du secours apporté «à des vies humaines en danger un impératif catégorique. Les révolutionnaires laissent une telle morale à la bourgeoisie et qui n'est rien d'autre que l'idéologie de sa propre domination de classe. Refusant de céder au chantage des sentiments de quelque nature qu'il soit, leur aide dépend rigoureusement au critère d'appartenance ou non au camp prolétarien. Ainsi, dans le passé (comme aujourd'hui), les révolutionnaires n'avaient – et n'auront – aucune aide à apporter aux libéraux, sociaux-démocrates, staliniens, à tous les éléments de la gauche du capital victimes de la démocratie ou du fascisme. Dans la lutte que se livrent d'une manière sanguinaire les fractions de la bourgeoisie depuis que le système capitaliste est entré dans sa phase de déclin, tels des gangs rivaux se disputant

l'honneur, de gérer les affaires du capital, les révolutionnaires n'ont pas à prendre position pour un camp ou un autre : ils ne peuvent qu'éviter les coups et faire en sorte qu'ils ne retombent pas sur leur classe. En aucun cas, il ne peut donc être question d'apporter une aide quelconque aux éléments de la contre-révolution. La meilleure «aide» qu'on puisse apporter à ces éléments embrigadés dans les organisations du capital, c'est de combattre sans pitié les idées qu'ils véhiculent.

Par contre, il est évident que les révolutionnaires font tout ce qu'ils peuvent pour aider, ou mieux soutenir matériellement et politiquement, leurs camarades en proie à la répression bourgeoise. De même qu'à travers ses éléments soumis à la répression la classe ne peut que se reconnaître tout entière, de même à travers le soutien apporté à leurs camarades les révolutionnaires favorisent le combat collectif de la classe contre la bourgeoisie. L'intérêt de la classe ne peut qu'être toujours au-dessus de la vie de chaque individu, et à travers l'aide apportée à des individus révolutionnaires, c'est toujours l'intérêt général à la classe qui doit prédominer.

Quant aux formes concrètes que prend ce soutien, elles sont avant tout une question de circonstances et non de principe. Dans le n° 6 de R.I., l'article de Hembé (Michel Bérard) donnait des exemples de ce soutien matériel : soudoyer un juge, acheter un journaliste, etc. Là où il ne s'agit que d'exemples, pris entre mille, des gens comme Barrot n'ont voulu y voir que des recettes, d'ailleurs parfaitement irréalistes :

*«Il ne fut pas possible de 'soudoyer' un juge, ni d'acheter un journaliste, comme le conseille R.I., dont chacun apprécie le réalisme. L'or du M.C. n'y aurait pas suffi et les fonds secrets de R.I. restaient encore ignorés.»*

Barrot ne comprend absolument pas quel est le fond du problème : il ne s'agit pas de rechercher quelle forme de solidarité est la plus 'réaliste', mais de faire en sorte que cette aide apportée à des camarades n'amène aucune compromission, si faible soit-elle, avec des éléments de la bourgeoisie et donc avec la bourgeoisie.

C'est uniquement dans une période de recul, de non-réaction de la classe que les révolutionnaires peuvent être amenés à utiliser les formes de solidarité sur lesquelles ironise Barrot. Dans une telle période, la solidarité des révolutionnaires n'est rien d'autre que l'expression d'une minorité de révolutionnaires cherchant à secourir ou sauver des individus ou des minorités révolutionnaires.

Elle n'est donc pas l'expression des masses prolétariennes en lutte. Dans ces conditions la solidarité des révolutionnaires ne peut avoir qu'un aspect limité. Si les révolutionnaires peuvent requérir l'aide d'un bourgeois, comme ils l'ont fait au milieu des années 30 en se servant d'un Paul-Henri Spaak pour sortir Victor Serge de Russie, cette aide ne doit en aucun cas apparaître comme l'expression de l'organisation révolutionnaire : elle n'est pas publique. Pour les révolutionnaires, il est absolument impératif qu'aucune illusion, si petite soit-elle, ne pénètre dans la classe sur la nature de la démocratie bourgeoise et de ses organisations.

Répetons-le : la meilleure forme de solidarité ne vient pas des révolutionnaires, elle vient de la classe dans sa totalité. C'est elle seule qui peut ouvrir les prisons et retenir la main des bourreaux. C'est la seule VRAIE solidarité. Si, en période de recul, les révolutionnaires font tout leur possible pour venir en aide à leurs camarades, ils sont parfaitement conscients que si la bourgeoisie décide de frapper ils ne pourront pas grand-chose, et dans certains cas toute publicité intempestive donnée à des «affaires» peut amener la classe capitaliste à frapper le

plus fort possible, pour faire un exemple. Dans certains cas, il vaut mieux se taire. C'est ce que n'a malheureusement pas fait Barrot.

b) *Quand solidarité = frontisme*

«Des fonds secrets» du «Mouvement communiste» devait sortir un comité «Vérité» avec Pierre Vidal-Naquet, et l'or du M. C. ne cachait qu'en fait le vil métal du frontisme.

La position de Barrot, pour défendre le «comité», est un chef-d'œuvre de jésuitisme. D'abord Barrot nous prévient: cette affaire du M.I.L. «est par nature délicate», et ainsi «il est trop facile de se lancer dans une dénonciation ou une justification». Nous sommes donc avertis : M. Barrot a l'épiderme chatouilleux à la critique, il s'agit de rester entre gens du monde et garder un ton mesuré. Ainsi, au lieu de se livrer à une critique impitoyable des éléments du M.I.L., en leur montrant que leur confusion ne peut que les mener à leur perte ou à la contre-révolution, il préfère prendre une attitude professorale, celle d'un Salomon du «mouvement communiste» :

*«À tout prendre, compte tenu de l'isolement, leur confusion n'est pas pire que celle des autres. Son danger n'est que plus visible (!)».*

Plus loin, il déclare : *«Il est donc exclu de juger des individus ou des groupes».* Une telle attitude, irresponsable, n'est qu'une apologie pure et simple de la confusion. Refuser de critiquer les positions politiques des groupes tel le M.I.L., enlève aux révolutionnaires tout critère de jugement pour déterminer si telle ou telle organisation appartient ou non au prolétariat. Abandonner le critère des frontières de classe, revient à affirmer que les positions du prolétariat et celles de la bourgeoisie sont équivalentes. Une telle position s'appelle OPPORTUNISME.

Lénine remarquait justement que l'opportunisme se manifestait moins par ce qu'il dit que par ce qu'il ne dit pas. En tant que tel, il ne peut être qu'une arme aux mains du capital. Le prolétariat, classe exploitée dominée par tout le poids des illusions répandues par l'idéologie bourgeoise, n'a que sa conscience pour affronter et détruire le capital. Seule une extrême clairvoyance sur la nature des forces sociales s'affrontant au travers d'organisations politiques permet au prolétariat de renforcer ses forces et son organisation face à tout l'appareil de la bourgeoisie.

Le refus de la politique de la part de Barrot ne peut que renforcer le poids du capital sur le prolétariat qui reste alors désarmé. Dans ce sens-là, les idées de Barrot ne font qu'apporter une cartouche de plus dans l'arsenal du capital.

Il n'est donc pas surprenant que cet opportunisme ait conduit Barrot à des positions frontistes, beaucoup plus claires que tout son bavardage sur le «mouvement communiste». Avec la création du «comité» chaperonné par le libéral Vidal-Naquet et s'appuyant sur les organisations de gauche et d'«extrême gauche» (tel le syndicat C.G.T. des correcteurs, anarcho-syndicalistes et trotskystes), il a eu moins de problèmes de conscience; cela était sans doute moins «délicat».

Pourtant, Barrot jure ses grands dieux qu'il n'a pas fait de frontisme, car, dit-il, «le frontisme au contraire est un accord sur une plate forme politique ou de revendications, même minimale». D'ailleurs, ajoute-t-il, il ne s'agit que d'un «compromis» :

*«On contacta Vidal-Naquet, afin d'avoir accès aux moyens d'information nécessaires pour briser le silence. Ce compromis n'avait rien de plus compromettant que tous les*

*autres compromis que les révolutionnaires sont obligés de passer dans leur activité 'révolutionnaire' et dans le reste de leur vie (salarial).»*

Apparemment, Barrot bredouille et passe à côté de la question. Le frontisme, tel qu'il le définit, est vidé de tout contenu de classe et ne devient qu'une simple catégorie morale. Si on suit à la lettre sa définition, le regroupement des révolutionnaires sur une même base programmatique serait du «frontisme»; l'élaboration de revendications communes par les ouvriers en lutte serait elle aussi du «frontisme»! Barrot sait très bien ce qu'il ne dit pas. Le frontisme, qu'on le camoufle ou non derrière les mots de «compromis» ou «d'accord» a toujours été la caution consciente ou inconsciente donnée à des organisations bourgeoises. Si le prolétariat et les révolutionnaires peuvent à certains moments céder du terrain, signer des armistices (comme ce fut le cas à Brest-Litovsk, mars 1918) ils ne se compromettent jamais avec la bourgeoisie, comme le sous-entend Barrot. Jamais les révolutionnaires ne marchandent leurs principes! Alors que les gauchistes – et Barrot qui s'en fait ici le porte-parole! –, au nom des «compromis» travaillent à répandre des illusions dans le prolétariat, se «compromette» jusqu'au cou avec la bourgeoisie, les révolutionnaires agissent constamment de manière à ce qu'aucune illusion sur la nature du capital et de ses fractions politiques ne s'infilte au sein même du prolétariat.

Il est vrai que Barrot juge par trop indécent de parler de prolétariat, d'ouvriers : ce sont des mots trop «compromettants». Affirmer que les révolutionnaires (Barrot ne parle pas de la classe ouvrière) font un «compromis» en vendant leur force de travail ne fait que manifester un mépris sans limite des ouvriers. Ce sont les petits-bourgeois les plus réactionnaires, les boutiquiers qui prétendent que l'on peut choisir dans la société d'être ouvrier ou «indépendant», que les ouvriers sont donc responsables de leur propre sort. Telle est aussi la vision des intellectuels petits-bourgeois (Barrot préfère les appeler «prolétaires» et y voit le vrai sujet de son «mouvement communiste»), qui tout en reconnaissant la réalité de l'exploitation capitaliste la nient dans les faits en voyant des possibilités de choix individuel au sein du système. Quand Barrot et ses disciples voient des individus là où il y a une classe exploitée comme classe pour le capital, ils ne font que rejeter la révolution prolétarienne, celle de toute la classe soumise au salarial.

S'étant donc compromis, sans faire de frontisme, Barrot donne l'ultime raison de la création du comité.

*«Il était nécessaire d'être à l'initiative du comité», parce que «le premier objectif était d'entamer le mensonge de l'État espagnol». Et, ajoute-t-il, «L'arme de l'État est bien plus l'information (une connaissance coupée de toute action) que le mensonge pur et simple... »*

Autant d'explications contradictoires et embarrassées. En fait toute cette casuistique sur le mensonge et la vérité, toute cette mauvaise philosophie sur la «connaissance» ne servent qu'à cacher le vrai sens de la création de ce comité. D'ailleurs Barrot déclare lui-même : *«Son emploi (du comité) s'impose même s'il faut passer par l'intermédiaire d'individus non révolutionnaires.»*

Ici, Barrot est pris en flagrant délit de mensonge : pour nier la réalité frontiste du comité, il ne parle qu'utilisation individuelle de ce qu'il appelle pudiquement des «non-révolutionnaires», alors que ce fameux comité est justement passé par l'intermédiaire non d'individus mais d'authentiques organisations bourgeoises.



Le «Fléau social», participant du comité, met moins de subtilité pour justifier ce frontisme, que non seulement il reconnaît mais dont il se glorifie :

*«Sans faire de l'humanisme chrétien, il nous semble que la vie d'un garçon de 25 ans mérite d'être sauvée, et qu'il est logique de faire tout ce qu'on peut, **et y compris la pute avec les organisations de gauche** (nous soulignons, NDR) pour le sauver. C'est pourquoi nous avons enjoint celles-ci de réagir en leur faisant une sorte de chantage. C'est putassier et hypocrite, mais merde, on n'a pas à prendre de gants avec ces salauds; on leur a demandé d'agir quitte à gueuler ensuite à la récupération, et pourquoi pas?» (Le Fléau social, n° 5-6).*

Au moins ces messieurs ont le mérite de dire tout haut ce que Barrot pense tout bas. Cet écœurant *chantage* aux sentiments est digne des campagnes menées par la bourgeoisie pour endormir les ouvriers. Il ne peut à terme que mener tous ces «humanistes» dans les organisations de la bourgeoisie. Quand on commence à faire la «pute» avec la bourgeoisie – et même si l'on joue les esprits forts en se servant de termes grossiers en guise d'exorcisme, on la fait jusqu'au bout et on finit par en attraper toutes les maladies. Quant à l'argument-choc «la vie d'un garçon de 25 ans» il est tout ce qu'il y a de plus répugnant et de plus contre-révolutionnaire : c'est au nom des «copains» tués par «l'ennemi», que les officiers des deux camps pendant les grandes boucheries impérialistes envoyaient les soldats se faire tuer au front. Un tel argument de gens qui se piquent d'être révolutionnaires n'est rien moins que «putassier et hypocrite».

Ce qu'il y a de commun chez Barrot et ses sous-fifres du «Fléau social» c'est le même refus d'admettre que les révolutionnaires et leur classe aient une activité autonome; il leur faut toujours trouver des intermédiaires, des soutiens, incapables qu'ils sont d'avoir une activité révolutionnaire autonome; ils font appel aux bons offices de bourgeois libéraux avant de faire la «pute» auprès des partis de gauche. C'est toute la politique du gauchisme, qui justifie ce qu'il appelle des «compromis» par sa faiblesse. Pour eux, la solidarité n'est que prétexte à frontisme.

Incapables de se sentir éléments du prolétariat, ils ne peuvent concevoir leur activité que sous la pire forme de l'individualisme petit-bourgeois :

*«Au sens large, JE suis solidaire de tous les opprimés, mais pas seulement du petit voleur pris sur le fait, aussi (sic) du salarié qui perd sa vie à la gagner... Confronté à des individus ou de groupes qui font la même chose que MOI, JE suis capable de les aider si nécessaire.»*

Le prolétariat n'a que faire du MOI de M. Barrot, qui est vraiment tombé bien bas pour sortir de telles insanités.

Nous ne pouvons (aussi) passer sous silence l'attitude du P.I.C. à propos du M.I.L. Ces camarades qui sont incontestablement des révolutionnaires et avec qui nous avons déjà eu l'occasion de collaborer (tract sur le Portugal), ont voulu voir dans notre position du purisme, pire la continuation de l'immobilisme le plus total, synonyme de démission», jugeant trop sévère notre critique du M.I.L. Contrairement à ce qu'affirme *Jeune Taupe* n° 3 (oct. 1974), «la traduction de textes ultragauches» ne suffit pas à donner à une organisation une nature prolétarienne. Il est évident, comme le dit J.T., que «les communistes renoncent à leurs tâches, s'ils refusent la clarification avec d'autres groupes qui arrivent sur un terrain de classe.» Le malheur c'est que le M.I.L. et bien d'autres groupes qui proviennent de la décomposition du

gauchisme ne peuvent se situer sur un terrain de classe par leur conception de la classe comme amalgame d'individus et leur apologie des actes terroristes ou exemplaires ce qui les amène finalement à désertier le terrain de la lutte de classe. Critiquer les groupes confusionnistes qui risquent (et ont déjà) d'entraîner à la mort ou pire dans le camp du capital les éléments confus qui émergent aujourd'hui après 50 ans de contre-révolution, ce n'est pas faire de l'«élitisme». C'est la seule attitude responsable de la part de révolutionnaires conscients : le seul soutien possible aux éléments du M.I.L. c'est la plus impitoyable critique des idées qu'ils véhiculent. Ce que le P.I.C. appelle de l'élitisme n'est rien d'autre que l'intransigeance des révolutionnaires qui loin de se laisser emporter par le courant, afin de devenir «populaires» luttent contre toute forme de confusion, surtout si elle est de bonne foi. Si être intransigent, sur les principes, c'est faire de l'«élitisme», alors nous sommes «élitistes». Les camarades du P.I.C. qui s'affolent à n'importe quelle décomposition du mouvement gauchiste, comme en atteste leur citation élogieuse d'Union ouvrière» dans le dernier *Jeune Taupe* (n° 5, mai 1975), et qui se lancent dans de grandes entreprises du type «Comité Portugal» (cf. notre critique dans R.I. n° 12) devraient prendre garde à ne pas céder eux aussi au prurit du frontisme. Leur anti «élitisme» est bien proche de l'opportunisme d'un Barrot.

## II. – LE TERRORISME CONTRE LE PROLETARIAT

Nous avons constamment vu en filigrane, à propos du problème de la solidarité tel qu'il était envisagé par Barrot et consorts apparaître une apologie plus ou moins voilée du terrorisme. Si l'attitude de Barrot est particulièrement grave dans l'affaire du comité Vidal-Naquet, celle qui consiste soit à prôner soit à considérer d'un œil bienveillant – même si l'on se veut «critique» – le terrorisme est encore plus grave. C'est jouer à bon compte, en spectateur impavide du «mouvement communiste», avec la peau des autres, et surtout avec celle du prolétariat qui subit toujours sous forme de répression ou de massacre les retombées du terrorisme.

### a) *Prolétariat et violence*

Avant d'aborder plus particulièrement le problème du terrorisme et voir comment Barrot aborde la question et quelles sont les conséquences de sa position, il est nécessaire de rappeler les positions classiques du marxisme sur la violence et son utilisation par le prolétariat.

Le prolétariat, classe exploitée de la société capitaliste, ne disposant d'aucune assise économique et classe amenée à remplir une tâche positive : l'édification de la société communiste, société de la communauté humaine, n'emploie pas spontanément la violence dans le cours de la révolution. Le prolétariat dans l'élan de sa propre émancipation et dans l'euphorie de la prise du pouvoir révolutionnaire ne fait pas immédiatement usage de la violence contre l'ancienne classe déchue. Au contraire, toutes les révolutions prolétariennes se caractérisent par l'incroyable mansuétude, dénuée de tout sentiment de vengeance de la part du prolétariat. Comme le remarquait Trotsky, à l'époque de la révolution russe, dans son pamphlet *Terrorisme et communisme*, où au milieu d'une apologie du capitalisme d'État brillent encore quelques éclairs révolutionnaires :

*«Une coutume très répandue consiste à montrer les révolutionnaires, bourgeois ou socialistes, comme des individus assoiffés de sang, de pillage, et de meurtre. Il serait au contraire facile et nécessaire d'écrire un chapitre liminaire à insérer dans chaque histoire d'une révolution pour souligner la générosité, la mansuétude des révolutionnaires. Les hommes d'une classe opprimée qui vient de monter au pouvoir ne sont pas dominés par l'idée de vengeance; tout à la joie du triomphe, de se sentir libérés des longues*

*servitudes, ils n'aspirent qu'à réaliser l'idéal pour lequel ils ont combattu, à construire la cité nouvelle au cours de leur lutte.»*

Néanmoins, la résistance de l'ancienne classe exploiteuse à la révolution et la terreur dont elle use contre le prolétariat révolutionnaire, font que la violence une nécessité impérieuse pour le prolétariat pour la survie de la révolution. L'exemple russe, où les ouvriers relâchent les généraux tsaristes contre leur promesse de ne pas travailler contre la révolution doit être médité. Dans la révolution prolétarienne future il est fondamental de briser sans pitié l'échine de la bourgeoisie, dès les premiers jours à la révolution, pour éviter de nouveaux massacres de prolétaires.

Une telle position, assurément fera grincer des dents les utopistes qui croient que la révolution prolétarienne est un processus simple qui s'impose spontanément dans la société, ou les ennemis jurés de la révolution qui se réfugient derrière des phrases creuses humanitaires.

Déjà au siècle dernier, en opposition aux idéalistes et aux pacifistes qui niaient le rôle de la violence dans l'histoire, Friedrich Engels polémiquant contre Eugen Dühring affirmait clairement que la violence était l'expression des luttes de classes au sein de la société. La division irréconciliable de la société de classes antagonistes et la dictature de la classe dominante sur l'ensemble du corps social repose depuis la fin du communisme primitif sur l'utilisation de la violence. Sous une double forme : comme force de conservation sociale employée au service de la classe devenue une entrave à l'essor des nouvelles forces productives pour maintenir son système d'exploitation; comme force motrice de l'histoire entre les mains de la classe révolutionnaire qui se développe au sein de la société. C'est ainsi que la classe des propriétaires d'esclaves dans la Rome antique devait utiliser la violence pour annihiler les armées de Spartacus. Au contraire, la violence aux mains de la bourgeoisie, la classe révolutionnaire montante, devait lui permettre de balayer le féodalisme : tel est le cas de la Révolution anglaise au XVII<sup>e</sup> siècle avec Cromwell; tel est aussi le cas de la Révolution française.

Ainsi, contrairement aux assertions des «bordiguistes», il n'y a pas de violence révolutionnaire par elle-même. La violence comme n'importe quelle manifestation de l'antagonisme social a un sens, un contenu de classe. Les «bordiguistes» qui font de la violence («Terreur rouge») l'essence de la révolution, surtout quand elle est 'plébéienne', pour reprendre une de leurs expressions favorites, ne font que dissimuler l'essence même la révolution. La violence n'est pour le prolétariat qu'un instrument, et rien de plus, sur le chemin qui le mène au communisme.

Sur la question de la violence, les marxistes sont d'ailleurs loin d'avoir toujours été clairs. Longtemps obnubilés par l'exemple de la Révolution française, ils donnaient en exemple la violence plébéienne des masses sans-culottes, violence aveugle étrangère à une classe consciente. Ainsi, Marx écrivait :

*«Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus haïs ou contre des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il convient non seulement de tolérer ces exemples mais encore d'en prendre soi-même la direction en main.»* (Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, 1850)

Une telle vision devait d'ailleurs être largement partagée par les bolcheviks, en réaction il est vrai cancre l'écœurant pacifisme de la social-démocratie. Un Miasnikov, qui appartenait à l'aile

gauche du parti bolchevik, devait par exemple prendre la tête d'un groupe d'ouvriers pour exécuter le grand-duc Michel et son secrétaire anglais, donnant ainsi un «exemple de vengeance». L'exemple de «la glorieuse grande Révolution française», comme on se plaisait à l'appeler, explique l'apologie de la «Terreur rouge», dont Trotsky se fait le défenseur dans le pamphlet déjà cité. Une telle vision de la révolution, considérée sous l'angle de la terreur, est indiscutablement liée aux conceptions jacobines et substitutionnistes très répandues dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire de l'époque. L'instauration d'équipes de spécialistes de la terreur (les tchékas) devait vite se retourner contre la classe avec le recul puis la défaite de la révolution.

Dans la révolution prolétarienne, la violence ne peut qu'être entièrement aux mains du prolétariat qui en a le monopole. Elle ne peut être aux mains de spécialistes ou d'individus, fussent-ils ouvriers, se substituant à l'action de l'ensemble de la classe.

La Révolution russe a montré que la violence ne peut être utilisée que par les organismes de la classe : les soviets ou conseils d'usine; elle ne peut à aucun prix être remise à un État qui par sa nature ambiguë d'expression des intérêts divergents de la société de classe ne peut que retourner la violence contre le prolétariat.

Ce qui constitue l'essence de la révolution prolétarienne, c'est l'action collective de la classe révolutionnaire consciente, qui a le contrôle de chacun de ses actes. Ce qu'il y a de commun ceux qui se font les apologistes de la terreur en tant que telle, qu'elle soit «rouge» ou individuelle, c'est leur refus de considérer la classe comme adulte, capable de s'émanciper par ses propres forces. Il est donc faux de prétendre comme Trotsky (*Terrorisme et communisme*) que : «*L'intimidation est le plus puissant moyen d'action politique tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur.*» C'est confondre les buts de la classe, dont la réalisation dépend de son organisation et de sa conscience, avec ce qui n'est qu'un moyen, un tout petit moyen sur la voie du communisme.

Quant à ce qu'on appelle aujourd'hui le «terrorisme», le résultat est le même que pour la «terreur rouge»; la seule différence étant son caractère minoritaire et individuel. Alors que l'exaltation de la terreur dite «rouge» fut une erreur profonde des bolcheviks, le terrorisme quant à lui a toujours été une politique de diverses fractions de la bourgeoisie.

#### b) *Le terrorisme : une politique de la bourgeoisie*

L'exemple le plus fameux de terrorisme est celui du populisme russe au XIX<sup>e</sup> siècle. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg, en 1905, à propos des attentats terroristes :

*«La terreur comme système, comme méthode de lutte pratiquée par quelques individus du centre révolutionnaire contre d'autres individus responsables du régime absolutiste fut, de par sa nature, conçu en opposition à la lutte de masse de la classe ouvrière ... »*

Dès l'origine, en effet, les organisations terroristes populistes naquirent des tentatives désespérées de la bourgeoisie de renverser l'ancien ordre féodal par la violence individuelle, à une époque où les révolutions bourgeoises devenaient impossibles.

C'est le tsar autocrate qui devait mettre en œuvre l'abolition du servage et le début de l'industrialisation de la Russie. La bourgeoisie trop faible devait essayer au début par les attentats dirigés contre le tsar et son personnel aristocratique de s'emparer du pouvoir politique. Cette tentative désespérée d'une bourgeoisie trop faible pour prendre en mains le développement du capital russe était condamnée à l'échec : les membres de la «Volonté du peuple» de Jeliabov furent vite décimés par la police tsariste. Bientôt avec la naissance d'une

classe ouvrière russe, ce «centre révolutionnaire» devait disparaître et se rallier au tsarisme dans les tâches de gestion du capital, ou bien pour ses éléments sincèrement révolutionnaires à la cause du prolétariat : tel est le cas de Plekhanov qui abandonna le populisme pour le marxisme. Par la suite, les attentats des socialistes – révolutionnaires qui prennent le relai devaient s’inscrire comme manifestation de la décomposition de la petite-bourgeoisie en opposition à l’action prolétarienne pour finir par être l’expression de la terreur blanche sous la Révolution russe.

Quant aux attentats anarchistes tant en France au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (Ravachol, bande à Bonnot, etc.)

Que l’Espagne au début de ce siècle, ils manifestaient au tant le poids d’éléments fraîchement prolétarisés au sein d’un tout jeune mouvement ouvrier que l’emprise croissante du réformisme et la réaction petite-bourgeoise contre ce dernier sous une forme désespérée et impuissante.

Si au XIX<sup>e</sup> siècle, le terrorisme pouvait prendre ce double aspect ambigu, d’impuissance de la bourgeoisie ou de confusion chez les éléments arriérés du prolétariat, il est devenu aujourd’hui dans toutes les formes qu’il prend une politique de la bourgeoisie.

Dans sa forme la plus visible, la plus courante, l’action terroriste est un moment de la lutte entre différentes bourgeoisies nationales ou fractions d’une même bourgeoisie nationale.

Depuis l’attentat de Sarajevo en 1914 jusqu’à l’assassinat de Carrero Blanco (20 décembre 1973), le terrorisme manifeste le combat sans merci qui se livre au sein de la bourgeoisie décadente pour gérer au mieux les affaires du capital. Bien plus encore, le terrorisme permet à la bourgeoisie de souder les ouvriers derrière la bannière nationale : par le cycle attentats-répressions-attentats, faisant continuellement boule de neige, les nationalistes de l’IRA et orangistes ont entraîné les ouvriers «catholiques» ou «protestants» sur le terrain de la défense de la «patrie» contre l’«ennemi» anglais ou irlandais «papiste». De même, les organisations terroristes palestiniennes ont par leurs attentats encore mieux embrigadé prolétaires juifs ou arabes derrière le capital national. Le terrorisme prend une coloration anti-ouvrière éclatante, quand l’IRA il y a peu de temps tuait les maçons «protestants» sur leur chantier.

La forme actuelle la plus pernicieuse du terrorisme est celle qui réussit à prendre un masque «ouvrier». Alors que le prolétariat, là où la lutte de classe reprend après plus de cinquante ans de contre-révolution; rejette les actes terroristes pratiqués par les groupes «guérilléristes» de tout acabit, la lenteur de cette reprise ou un recul momentané redonnent vie aux groupes pratiquant «l’action exemplaire» qu’ils expriment la décomposition de la petite bourgeoisie intellectuelle (Bande à Baader-Meinhof en Allemagne) ou la démoralisation profonde d’éléments ouvriers après la retombée de la lutte (cas des Brigades rouges en Italie). La sympathie que peut rencontrer en milieu ouvrier ces actes exemplaires ne rend que plus nécessaire la condamnation impitoyable et sans équivoque de la part des révolutionnaires de ces éléments. Comme le disait Rosa Luxemburg :

*«Tandis que les efficaces méthodes de représailles des terroristes favorisaient, avant tout chez les éléments les moins clairs et sûrs du mouvement révolutionnaire de vagues attentes et espérances sur les actions extraordinaires de l’invisible main vengeresse, elles affaiblissaient la conscience de l’absolue nécessité et de la signification absolument décisive du mouvement populaire et de la révolution prolétarienne de masse».*  
(Sächsische Arbeiterzeitung, février 1905)

Les groupes «exemplaristes» qui aujourd'hui substituent à l'action de classe celle de minorités élues, espèces de «Zorro» de la lutte de classe, ne font que se ranger totalement dans le camp du capital. C'est toute la politique de la bourgeoisie de se présenter comme une «élite» devant se faire reconnaître par les masses «abruties». Le M.I.L. n'avait pas une conception différente lorsqu'il se définissait comme un groupe qui «appuyait» les ouvriers dans leurs luttes.

Mais le fin du fin consiste à justifier indirectement le terrorisme derrière l'alibi des «expropriations».

On dira que cela n'a rien à voir avec le terrorisme. En fait, c'est le même esprit : celui de la substitution de l'action de la substitution de l'action de minorités à l'action de la classe elle-même.

Cet alibi se trouve d'ailleurs conforté par la confusion d'un certain nombre de marxistes sur ce problème. C'est ainsi que Lénine, après la défaite de 1905 en Russie, devait préconiser des actions de «partisans» afin de «récupérer» l'argent dans les banques tsaristes, sous le prétexte de financer le mouvement alors déclinant. La vague d'attentats et de «récupérations» devait culminer au fur et à mesure que la vague prolétarienne décroissait, laissant la place aux aventuriers, qui malgré leurs convictions révolutionnaires au départ ne tardèrent pas à se laisser corrompre par l'argent de leurs «récupérations» pour devenir finalement de simples bandits. Là où les «ex» sévirent particulièrement (Russie du Sud, région de Bakou), le mouvement mit des années à s'en remettre.

Voici le témoignage que rapporte Trotsky dans son *Staline* :

*«L'insurrection écrasée continua sous la forme d'explosions isolées, d'attaques de partisans, d'actes terroristes individuels ou par groupes. La statistique de la terreur caractérise d'une façon remarquablement claire la courbe de la révolution. En 1905, 233 personnes furent tuées; en 1906, 768; en 1907, 1.231. Le nombre des blessés varia d'une manière quelque peu différente, car les terroristes apprenaient à tirer plus juste. La vague terroriste atteint son apogée en 1907»*,

En entravant pour longtemps la reprise de classe :

*«Plus tard, quand commença la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire, cette renaissance fut d'autant plus lente qu'il y avait eu plus d'engouement pour les «ex». »*

Ainsi, quelle que soit la forme prise par le terrorisme, quelle que soit la manière dont on le justifie, la lutte du prolétariat subit toujours un profond recul. Ceux qui aujourd'hui préconisent la violence en dehors de la lutte de classe ne peuvent que se ranger, consciemment ou inconsciemment, dans le camp du capital. Tel est aujourd'hui le cas des «programmistes» du Parti communiste international (P.C.I.), qui après avoir salué il y a quelques années le «vrai courage» des maoïstes, affirment que :

*«Ceux qui revendiquent la violence – fût elle plébéienne contre la chaîne mondiale de l'ordre établi – méritent la sympathie du prolétariat.»* (*Le Prolétaire* n° 189, 27 janvier-9 février 1975).

Au moins les apologistes de la violence «plébéienne» ont le «courage» de ne pas se donner comme alibi la violence prolétarienne. Ils se font ouvertement les défenseurs de la violence bourgeoise.

c) *La position de Barrot*

Barrot, qui est plus «malin». Il n'est pas, bien sûr, pour les actions exemplaires, pour le terrorisme. Il admet que

*«Les révolutionnaires ne peuvent qu'être battus d'avance sur un terrain qui n'est pas le leur. Jamais ils ne progressent par des coups d'éclat destinés à impressionner l'opinion». «Le capital pousse une partie de ceux qui se rebellent vers des communautés politiques, culturelles, de drogue, etc. De même il en conduit d'autres vers la communauté de la violence, sûr de les isoler et au bout du compte de les détruire physiquement. Tant qu'existeront des États, tout État pourra tuer des révolutionnaires, mais un groupe révolutionnaire même bien implanté ne pourra jamais lutter efficacement par les armes contre un État que seule la révolution peut anéantir.»*

Voilà qui est parfaitement juste. Malheureusement, Barrot s'empresse de répandre bien vite le goudron dans le baril de miel. Outre le fait de qualifier quand même de «révolutionnaires» les groupes terroristes, il déclare :

*«La violence minoritaire n'est pas à exclure même en période relativement calme, à condition que ceux qui l'exercent aient au moins la capacité de donner à leur acte son sens (son emploi) révolutionnaire.»*

Ainsi, pour Barrot, la violence de minorités ou de déclassés style le journal «Voyou» auquel il apportait naguère son soutien, serait non pas l'expression de classes sociales, mais simplement une pharmacopée dont il suffirait de trouver le dosage adéquat! Barrot qui pèse le pour et le contre pour se donner une couverture d'objectivité, voire de dialectique, ne se montre ici qu'un dangereux philistin. Dénoncer l'«apport argent (dangereux par son caractère artificiel)» et «les équipes spécialisées» ne rendent que plus dangereuse la confusion qu'entretient Barrot dans son opuscule, lorsque de temps en temps on y découvre des bribes de marxisme. Pire, cette attitude «neutre» qui consiste à jouer les professeurs «objectifs» est tout à fait répugnante: elle consiste à jouer avec la vie d'éléments confus qu'on ne cherche absolument pas à retenir sur la pente bourgeoise du terrorisme.

\*

\* \*

Au fond, derrière le refus de Barrot de condamner le terrorisme sans équivoque possible, derrière son refus de ne pas cautionner les entreprises frontistes, se cache une totale incompréhension de la nature et de la praxis du prolétariat.

Pour Barrot, il y a d'un côté une classe ouvrière qui n'est rien d'autre que du «capital variable» et qui en tant que «capital variable» ne peut s'exprimer qu'au travers des syndicats, comme il est affirmé dans *Le Mouvement communiste* n° 1 (avril 1972).

À classe ouvrière, dont le terme déplaît par trop dans le milieu contestataire étudiant car rappelant la réalité de l'exploitation par le salariat, Barrot préfère le terme plus «révolutionnaire» de prolétariat. Mais quel contenu met Barrot dans ce mot? Pour lui, le prolétariat ce ne sont pas les ouvriers qui font des «compromis» (*sic*) en vendant leur force de travail, mais «ceux qui ressentent le besoin du communisme».

À partir de là, tout se tient. Si le communisme est une question de besoins individuels (le fameux «JE» de Barrot), on comprend que l'auteur de la brochure soutienne comme «actes de prolétaires» – même si comme les trotskystes on prend soin de demeurer «critique» – les actions d'individus qui s'inscrivent dans un mouvement social de révolte petite-bourgeoise :

Noirs du quartier de Watts (Los Angeles) en août 1965, émeutes à Cleveland, Detroit, Omaha, Chicago en 1967, incendie criminel du C.E.S. Édouard Pailleron en février 1973, les actes du M.I.L., etc.

Contrairement à ce que croit Barrot, il n'innove pas. Depuis le début du mouvement ouvrier, les révolutionnaires ont eu à combattre les anarchistes ou de pseudo-marxistes tels les mencheviks, tous se retrouvant d'accord pour dénier à la classe ouvrière la faculté de bouleverser et détruire la société capitaliste Barrot en faisant de la révolution l'affaire d'individus et non de la classe ouvrière dans sa totalité, lesquels il baptise pour la cause «prolétaires», ne fait que rejoindre sous sa forme la plus vieillotte de proudhonisme qui déniait au prolétariat toute possibilité d'activité politique, sous le prétexte que c'était reconnaître la politique bourgeoise !

Il n'est pas étonnant que Barrot méconnaisse totalement la nécessité d'une organisation politique pour le prolétariat. Pour lui et pour l'ensemble des groupes depuis «Invariance» jusqu'à «Négation». Pour son dernier avorton «Une Tendance communiste», parler de problèmes d'organisation, c'est encore avoir une vision «politique» et non pas «sociale» du communisme. Pour lui ce ne serait rien d'autre que du fétichisme et contribuerait à la constitution de nouveaux «rackets» politiques.

Mais attention !!! Barrot n'est pas contre l'organisation en soi.

Voilà ce qu'il en dit «l'organisation est le lien que l'on se donne pour faire quelque chose» (*Le Mouvement communiste* n° 3, juillet 1972) :

*«Le regroupement n'est possible que sur la base de besoins communs qui poussent à une action commune sur un ou plusieurs points et finalement créent une communauté théorico-pratique.»* (*Le Mouvement communiste* n° 1, avril 1972)

Ainsi pour Barrot, l'organisation n'a pas une fonction dans la classe, celle de clarification et d'intervention au sein de la lutte de classe, mais n'est rien d'autre qu'un lien entre des individus liés par leurs besoins (?). Mieux elle est déjà l'amorce du communisme : la fameuse communauté tant en vogue chez les contestataires, celle-ci remplaçant le but révolutionnaire et n'étant rien d'autre que réformiste.

Une telle conception de la classe et de l'organisation révolutionnaire débouche inéluctablement sur le substitutionnisme, sur l'apologie de la violence brute et individuelle. Barrot, qui pourtant a écrit une critique du léninisme («Le renégat Kautsky et son disciple Lénine»)<sup>3</sup>, est amené à reprendre la même vision substitutionniste.

*«On est révolutionnaire, lorsqu'on cherche à bouleverser ce qu'on a devant soi (et le reste). Baader cherchait à réveiller le prolétariat allemand.»* (*Le Mouvement communiste* n° 5, octobre 1973)

Quand on parle de réveiller le prolétariat point n'est besoin de se sentir comme fraction agissante de la classe. Barrot ne fait ainsi que manifester un mépris sans borne pour le prolétariat.

À l'heure où la crise s'accélère, où depuis 68 la classe ouvrière ressurgit comme classe sur son terrain, il est nécessaire de répéter que la révolution n'est pas simplement une question de violence, forme que prend la lutte de classe, mais aussi une question d'organisation du

---

<sup>3</sup> Jean Barrot, «Le renégat Kautsky et son disciple Lénine», postface à Karl Kautsky, *Les trois sources du marxisme*, Cahiers Spartacus, Paris, 1969.



prolétariat, et donc de formation de sa fraction révolutionnaire : le parti, intimement lié à sa conscience.

Ceux qui dénie au prolétariat toute possibilité de s'organiser le transforment en une masse amorphe (capital variable) et se font les apôtres de l'individualisme (les «besoins») ne font qu'alimenter le confusionnisme et donc renforcer le poids du capital au sein de la classe ouvrière. Pire, leurs idées les conduisent logiquement au frontisme. Aujourd'hui, plus que jamais alors que le système craque de toutes parts, il est du devoir des révolutionnaires de dénoncer impitoyablement la tendance Barrot et Cie comme frein, un tout petit, il est vrai, si on le compare avec celui du stalinisme vis-à-vis de la révolution communiste.

*Chardin.*